



Exco FIDUCIAIRE DU SUD-OUEST

Audit - Expertise Comptable - Conseil



BUREAU DE TOULOUSE
2, rue des Feuillants
Boîte Postale 97606
31076 TOULOUSE CEDEX 3
T : 05 61 77 08 77 – F : 05 61 59 49 44

**TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES GAZ FRANCE
(T.I.G.F.)**

**49, avenue Dufau
64000 – PAU**

**Rapport
du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES GAZ FRANCE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « faits marquants de l'exercice » relate les conséquences, sur les états financiers 2012, de la transposition de la Directive Européenne 2009/73/CE du 13 juillet 2009.

Dans ce cadre, nous nous sommes assurés de la correcte comptabilisation des engagements sociaux transférés et de la qualité de l'information portée en annexe.



▪ Les notes 2 « Immobilisations corporelles » et 4 – « Principales immobilisations » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables afférentes à la comptabilisation des immobilisations et notamment celles afférentes à l'activation des immobilisations en cours ainsi que les règles d'amortissements relatives aux immobilisations mises en service.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que :

- dans la mesure où le conseil d'administration de votre société a arrêté les comptes clos au 31 décembre 2012 le 14 mars 2013 et que l'assemblée générale annuelle devant approuver lesdits comptes doit se tenir le 26 mars 2013, nous ne sommes pas en mesure d'établir notre rapport dans les quinze jours précédant l'assemblée. De fait, l'article L.225-104 du Code de Commerce pourrait s'appliquer,
- les informations prévues par les dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.

Fait à Toulouse, le 15 mars 2013

Pour EXCO FIDUCIAIRE DU SUD-OUEST
Le Commissaire aux Comptes


Jean-Marie FERRANDO

TIGF

En Euro

ACTIF		Brut	Amortissements Provisions	A fin 12/12	A fin 12/11
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBIL. INCORPORELLES * 1	50 569 940	21 534 534	29 035 406	25 697 284
	Concessions Brevets Droits similaires	41 742 164	20 866 045	20 876 119	19 545 989
	Autres Immobilisations Incorporelles	668 489	668 489		
	Immobilisations Incorporelles en cours	8 159 287		8 159 287	6 151 295
	IMMOBIL. CORPORELLES * 2	2 138 330 663	707 367 834	1 430 962 829	1 352 677 660
	Terrains	17 563 311	5 856 949	11 706 362	9 708 912
	Constructions	55 996 492	18 413 652	37 582 840	36 529 108
	Installations Techniques	1 942 492 253	679 872 607	1 262 619 646	1 183 399 223
	Autres Immobilisations Corporelles	7 254 957	3 224 626	4 030 331	4 310 135
	Immobilisations en Cours	114 674 941		114 674 941	117 771 746
	Avances et Acomptes	348 709		348 709	958 536
	IMMOBIL. FINANCIERES (1) * 3	1 293 522		1 293 522	1 310 836
	Titres de Participation	1 085 233		1 085 233	853 233
	Prêts	137 330		137 330	358 288
	Autres Immobilisations Financières	70 959		70 959	99 315
ACTIF IMMOBILISE	2 190 194 125	728 942 368	1 461 291 757	1 379 685 780	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS * 5	28 329 894	800 146	27 529 748	23 818 445
	Matières Premières, Approvisionnements	28 202 447	800 146	27 402 301	23 762 192
	En cours production de Biens	127 447		127 447	56 253
	AVANCES ET ACOMPTEES	18 100		18 100	36 542
	CREANCES (2) * 6	89 559 290		89 559 290	103 870 054
	Clients et Comptes Rattachés	40 028 252		40 028 252	37 311 858
	Autres créances	49 531 038		49 531 038	66 558 196
	DIVERS	21 889 757		21 889 757	36 705 380
	Valeurs Mobilières de Placement				
	Disponibilités	21 889 757		21 889 757	36 705 380
ACTIF CIRCULANT	139 797 041	800 146	138 996 895	164 430 421	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance (2) *7	59 260		59 260	379 876
	Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF		2 330 050 426	729 702 514	1 600 347 912	1 544 496 077
(1) dont à moins d'un an		137 330			
(2) dont à plus d'un an					

TIGF

En Eur

PASSIF		A fin 12/12	A fin 12/11
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel	17 579 088	17 579 08
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	45 538 644	45 538 64
	Ecarts de réévaluation	150 045	150 04
	Réserve légale	1 757 909	1 757 90
	Réserves statutaires ou contractuelles	130 918	130 91
	Autres réserves	129 555	129 55
	Report à nouveau	425 565 115	372 837 27
	Résultat de l'Exercice	80 114 246	89 731 82
	Subventions d'investissement * 9	17 813 520	32 212 45
	Provisions réglementées	104 121 014	79 675 79
	CAPITAUX PROPRES * 8	692 900 054	639 743 50
PROVISION	Provisions pour risques	1 540 000	513 090
	Provisions pour charges	5 348 000	370 000
		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES * 10	6 888 000
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires * 11	510 847 500	510 726 97
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit * 11	251 413 310	250 579 18
	Emprunts et dettes financières divers	1 258 543	5 118 47
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	422 262	73 40
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	62 554 206	46 945 13
	Dettes fiscales et sociales	71 224 644	62 864 85
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (2)		6 245
COMPTES DE REGULARISATION	Produits constatés d'avance	2 839 393	27 555 21
	Ecarts de conversion passif		
	DETTES * 11 (1)	900 559 858	903 869 485
TOTAL PASSIF		1 600 347 912	1 544 496 077
	(1) dont à moins d'un an	148 119 737	
	(1) dont à plus d'un an	752 440 121	
	(2) dont trésorerie		

TIGF

En Euro

COMPTE DE RESULTAT	France	Exportation	A fin 12/12	A fin 12/11
Ventes de marchandises				35 100
Production vendue de biens	912 453		912 453	723 201
Production vendue de services	354 337 355		354 337 355	354 820 052
CHIFFRES D'AFFAIRES	355 249 808		355 249 808	355 578 353
<hr style="border-top: 1px dashed black;"/>				
Production stockée			(277 664)	(200 199)
Production immobilisée			160 088 373	110 675 806
Subventions d'exploitation				6 947
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			8 014 163	13 090 597
Autres produits			1 519 228	1 108
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION * 12			50 593 908	479 152 612
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				36 975
Achats matières premières & aut. approvisionnements (y.c. droits de douane)			15 958 773	18 696 723
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(3 625 091)	(4 172 146)
Autres achats et charges externes			204 439 529	176 738 219
Impôts, taxes et versements assimilés			15 177 881	16 104 116
Salaires et traitements			33 198 665	22 189 915
Charges sociales			19 850 502	11 837 463
Dotations d'exploitation aux amortissements sur immobilisations			63 326 667	71 241 329
Dotations d'exploitation aux provisions sur actif circulant			15 786	2 211 764
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges			6 481 500	577 000
Autres charges d'exploitation			5 435 661	2 110 025
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION * 13			360 712 973	317 571 383
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION			163 880 935	161 581 229
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances et actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			51 593	290 281
Différences positives de change			3 474	2 022
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			55 067	292 303
Intérêts et charges assimilées			29 854 630	24 297 248
Différences négatives de change			3 843	37 799
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES			29 858 473	24 335 047
2 - RESULTAT FINANCIER * 14			-29 803 406	-24 042 744
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			134 077 529	137 538 485

TIGF

En Euro

COMPTE DE RESULTAT	A fin 12/12	A fin 12/11
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	8 000	100 515
Produits exceptionnels sur opérations en capital	25 016 051	27 626 341
Reprises sur provisions et transferts de charges	164 646	846 076
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS * 15	25 188 697	28 572 932
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	399 605	736 142
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	109 704	906 935
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	24 609 865	24 953 240
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES * 16	25 119 174	26 596 317
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	69 523	1 976 615
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	3 200 000	183 750
Impôts sur les bénéfices * 17	50 832 806	49 599 531
TOTAL DES PRODUITS	549 837 672	508 017 847
TOTAL DES CHARGES	469 723 426	418 286 028
5 - BENEFICE OU PERTE	80 114 246	89 731 819

EXCO FIDUCIAIRE du SUD-OUEST
 COMMISSAIRE AUX COMPTES

ANNEXES
AUX
COMPTES ANNUELS
DE
2012

Le total du bilan de l'exercice clos le 31/12/2012 avant répartition, est de 1 600 347 912 euros et le compte de résultat dégage un profit de 89 174 246 euros.

L'exercice a une durée de douze mois couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels, arrêtés le 14 mars 2013 par le Conseil d'Administration.

I - FAITS MARQUANTS

Dans le cadre de la transposition de la Directive Européenne 2009/73/CE du 13 juillet 2009 afférentes aux règles communes applicables au sein du marché intérieur du gaz naturel, TIGF a accompli de nombreuses réformes internes lui permettant d'acquies une autonomie fonctionnelle vis-à-vis de son groupe d'appartenance, TOTAL.

Par une délibération du 26 janvier 2012, le Commission de Régulation de l'Energie a ainsi certifié la société TIGF en qualité de gestionnaire indépendant de réseau de transport de gaz.

A ce titre, les principaux faits notables de l'exercice impactant les états financiers ou leur présentation d'ensemble sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale

La société anciennement dénommée "Total Infrastructures Gaz France" se dénomme désormais "Transport et Infrastructures Gaz France".

Le sigle "TIGF" reste toutefois inchangé.

- Transfert du personnel anciennement détaché par TOTAL à TIGF en conséquence d'un nouveau statut "TIGF".

Cf impact sur les comptes commentés au point III- 10 et V ci-après.

PRINCIPES COMPTABLES

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables et adaptées professionnelles (C.Com R. 123-180 et PCG art.531.1) ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques .

Différentes opérations de restructurations ont toutefois conduit à valoriser certains actifs à leur juste valeur au moment de l'apport tel qu'indiqué au point III-11 ci-après.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

II - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

La modification des durées d'amortissements réalisée en 2008, a créé un écart entre les durées fiscales et sociales, et génère de ce fait la comptabilisation d'amortissements dérogatoires

Montant fin 2012 104 121 K€

1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Sont inscrits au compte d'immobilisations incorporelles les logiciels et brevets acquis ou créés par la société ; ces éléments sont amortis sur leur durée probable d'utilisation (au maximum 5 ans).
Figurent également à ce compte des droits de transit dans des réseaux de tiers.

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations incorporelles sont calculés suivant le mode linéaire sur les durées suivantes :

BREVETS	5 ans
LOGICIELS	5 ans
DROITS DE TRANSIT	10 ans

2 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2-a - Valeurs brutes

Les immobilisations corporelles sont portées à leur coût d'acquisition ou de production, à l'exception de certains terrains acquis avant le 31.12.1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

2-b - Amortissement

Conformément à la mise en application du CRC 2010-10, les immobilisations sont amorties selon la durée de vie du bien.

Cette approche par composant conduit à pratiquer un amortissement linéaire selon les durées d'amortissement suivantes :

	Durée sociale	Durée fiscale
MATERIEL INFORMATIQUE	5 ans	3 ans
MATERIEL ET OUTILLAGES	10 ans	5 ans
MATERIEL DE TRANSPORT	10 ans	5 ans
MATERIEL DE BUREAU	10 ans	5 ans
MATERIEL TELECOM	10 ans	5 ans
AMENAGEMENTS TERRAINS	10 ans	10 ans
AMENAGEMENTS INSTALLATIONS GENERALES	10 ans	10 ans
AUTRES INSTALLATIONS D'EXPLOITATION	10 ans	10 ans
AMENAGEMENTS INSTALLATIONS SOL AUTRUI	10 ans	10 ans
MOBILIER DE BUREAU	10 ans	10 ans
POSTES DE COMPTAGE	30 ans	15 ans
STATIONS COMPRESSION-RACCORDEMENT SECTIONNEMENT	30 ans	15 ans
BATIMENTS	25 ans	25 ans
IMMEUBLES SUR SOL AUTRUI	25 ans	25 ans
SONDAGES SOUS-TERRAINS	25 ans	25 ans
GAZ COUSSIN	25 ans	25 ans
CANALISATIONS PRINCIPALES	50 ans	25 ans
BRANCHEMENTS	50 ans	25 ans

Les actifs afférents aux contrats de concession des sites de LUSSAGNET et d'IZAUTE sont amortis selon leur durée d'utilité en fonction de la décomposition ci-dessus présentée et non sur une durée équivalente à celle de durée de la concession compte tenu de la faible probabilité de non-renouvellement de ces concessions soit au profit de TIGF soit au profit d'un successeur de TIGF.

2-c - Immobilisations en-cours

Les immobilisations en-cours sont valorisées à leur coût de production comprenant les dépenses de matériel, les dépenses externes (sous-traitance) et une quote part de dépenses de personnel. Les frais de personnel de TIGF se reversent par pourcentage des sections de personnel sur les projets d'investissement. Le montant de la capitalisation des frais de personnel est de 11 410 K€ au titre de l'exercice 2012.

Les budgets d'investissement validés par le Conseil d'Administration sont déclinés analytiquement afin d'affecter des lignes de dépense par projet avec une codification dite CAPEX (immobilisation) ou OPEX (charge).

Toute dépense liée à un projet d'investissement est comptabilisée systématiquement en charge. Chaque fin de mois, une écriture de production d'immobilisation neutralise la charge au Compte de Résultat (compte 722000) avec en contre partie un compte d'immobilisation en-cours.

Les dates de mises en service des immobilisations complexes s'entendent à la date de réception du PV de conformité de la DRIRE pour les canalisations et le stockage.

Les autorisations d'investir, les éventuels dépassements budgétaires, la ventilation OPEX / CAPEX, les dates de mises en service, les modalités d'amortissement font l'objet de strictes procédures internes validées par un contrôle dit "SOX". (Loi Sarbanes-Oxley)

**EXCO FIDUCIAIRE du SUD-OUEST
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

3 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation figurent au bilan pour leur coût d'acquisition.
Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'utilité devient inférieure à la valeur comptable.

Les immobilisations financières se répartissent comme suit :

- Titres de participations 1 085 K€
soit 773 233 actions 3GRT pour 773 K€ et 3 120 actions Declaranet pour 312 K€
- Prêts au personnel 137 K€
- Dépôts et cautionnements 71 K€

Echéances

La ventilation des immobilisations financières par échéance est la suivante :

TOTAL	Echéance indéterminée	Echéance à - d'un an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance à + de 5 ans
208 289	-	137 330		70 959

4 - TOTAL ACTIF IMMOBILISE

Montant des productions d'immobilisations 2012 : 8 599 Keuros
Montant des mises en service en 2012 : 159 688 Keuros
Montant des en-cours fin 2012 : 122 834 Keuros

Principales mises en service 2012

Stockage

Mise en conformité événements & torches 6 216 Keuros
Conformité drains 1 565 Keuros
Mise en conformité cuves enterrées 1 025 Keuros
Config. Puits de contrôle IUG 58 695 Keuros
Config. Puits de contrôle IUG 58 683 Keuros

Réseau Grand Transport

Artère du Béarn 84 762 Keuros
Réversibilité Lacal 749 Keuros

Réseau Régional

Renforcement Aveyron 11 442 Keuros
Aménagement Auros Ouest 3 365 Keuros
Barbaira - Revamping syst sécurité 2 968 Keuros
Reconstruction Auros Est 2 401 Keuros
Rénovation artère Guyenne DN600 1 527 Keuros
Modernisation secteur Narbonne 1 369 Keuros
Modernisation secteur Clairac 1 193 Keuros
Mesures compensatoires arrêté multifluide 1 119 Keuros

Bâtiments administratifs

Terrain nouveau siège social 1 201 Keuros

Postes de comptage et branchements

8494 Keuros

Logiciels

7 004 Keuros

Principaux en-cours fin 2012

Girland	54 064 Keuros
Remplacement compresseur C10	20 279 Keuros
Revamping chaudière TEG	6 357 Keuros
Pécorade	6 316 Keuros
Artère de l'Adour	5 865 Keuros
Optivus	2 076 Keuros
Renforcement boucle de bordeaux (RBB)	1 788 Keuros
Nouveau siège social	994 Keuros

Mises au rebut 2012

Un travail d'analyse, en collaboration avec les entités techniques, a permis de sortir de l'actif 60 lignes du fichier des immobilisations totalement amorties correspondant à une valeur brute de 624 K€.

Principales immobilisations :

Les gaz coussins d'Izaute et de Lussagnet constitués en 2005 pour une valeur de 361 749 K€ sont amortis linéairement sur une durée de 25 ans (valorisation effectuée à la création de la société GGF au prix de 10,31 €/MWh). La valeur nette comptable du "gaz coussin" au 31 décembre 2012 est de 252 703 K€.

EXCO FIDUCIAIRE du SUD-OUEST
COMMISSAIRE AUX COMPTES

(4.a) I - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS au 31/12/2012

Situations & mouvements Rubrique	Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	Augmentat°	Diminutions		Valeurs brutes à la clôture l'exercice
			Cessions	Autres sorties	
Immobilisations incorporelles	41 557 873	16 016 143	0	7 004 075	50 569 941
<i>Concessions Brevets Droits similaires</i>	<i>34 738 089</i>	<i>7 004 075</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>41 742 164</i>
<i>Autres Immobilisations Incorporelles</i>	<i>668 489</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>668 489</i>
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	<i>6 151 295</i>	<i>9 012 068</i>	<i>0</i>	<i>7 004 075</i>	<i>8 159 288</i>
Immobilisations corporelles	1 990 302 633	301 660 795	305 257	153 327 507	2 138 330 664
<i>Terrains</i>	<i>14 927 786</i>	<i>2 691 313</i>	<i>35 839</i>	<i>19 950</i>	<i>17 563 310</i>
<i>dont réévaluation</i>	<i>150 045</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>150 045</i>
<i>Sol propre</i>	<i>34 467 124</i>	<i>601 202</i>	<i>186 899</i>	<i>0</i>	<i>34 881 427</i>
<i>Constructions Sol d'autrui</i>	<i>19 818</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>19 818</i>
<i>Install générales</i>	<i>18 068 144</i>	<i>3 308 702</i>	<i>58 643</i>	<i>222 956</i>	<i>21 095 247</i>
<i>Installations Techniques Matériel Outil.</i>	<i>1 797 283 976</i>	<i>145 221 237</i>	<i>11 751</i>	<i>1 210</i>	<i>1 942 492 252</i>
<i>Autres Install générales</i>	<i>193 340</i>	<i>418 847</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>612 187</i>
<i>Immob. Matériel transport</i>	<i>177</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>177</i>
<i>Corporelles Mat bureau inf mob</i>	<i>6 611 986</i>	<i>442 412</i>	<i>12 125</i>	<i>399 678</i>	<i>6 642 595</i>
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	<i>117 771 746</i>	<i>149 586 908</i>	<i>0</i>	<i>12 683 713</i>	<i>114 674 941</i>
<i>Avances et acomptes</i>	<i>958 536</i>	<i>-609 826</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>348 710</i>
Immobilisations financières	1 310 835	449 650	0	466 964	1 293 521
Total	2 033 171 341	318 126 588	305 257	660 578 546	2 190 194 126

(4.b) II - TABLEAU DES AMORTISSEMENTS AU 31/12/2012

Situations & mouvements Rubrique	Amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentat°	Diminutions		Amortissements à la clôture l'exercice
			Cessions	Autres sorties	
Immobilisations incorporelles	15 160 589	5 673 945	0	0	21 534 534
<i>Concessions Brevets Droits similaires</i>	<i>5 183 100</i>	<i>5 673 945</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>20 866 045</i>
<i>Autres Immobilisations Incorporelles</i>	<i>668 489</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>668 489</i>
Immobilisations corporelles	637 624 974	70 562 257	195 552	623 844	707 367 835
<i>Terrains</i>	<i>5 218 000</i>	<i>638 075</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>5 856 949</i>
<i>Sol propre</i>	<i>8 700 000</i>	<i>1 255 477</i>	<i>150 764</i>	<i>0</i>	<i>9 843 792</i>
<i>Constructions Sol d'autrui</i>	<i>19 365</i>	<i>793</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>19 358</i>
<i>Install générales</i>	<i>1 008 335</i>	<i>1 535 303</i>	<i>30 179</i>	<i>222 956</i>	<i>8 550 503</i>
<i>Installations Techniques Matériel Outil.</i>	<i>884 753</i>	<i>65 996 051</i>	<i>6 987</i>	<i>1 210</i>	<i>679 872 607</i>
<i>Autres Install générales</i>	<i>28 502</i>	<i>38 549</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>67 051</i>
<i>Immob. Matériel transport</i>	<i>177</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>177</i>
<i>Corporelles Mat bureau inf mob</i>	<i>2 466 689</i>	<i>1 098 009</i>	<i>7 622</i>	<i>399 678</i>	<i>3 157 398</i>
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Immobilisations financières	0	0	0	0	0
Total	653 485 563	76 236 202	195 552	623 844	728 902 369

5 - STOCKS ET EN-COURS

5-a - Méthode

Les stocks de gaz sont évalués d'après la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks de matières et fournitures consommables sont évalués d'après la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût d'entrée en stock des articles comprend les frais réels accessoires d'achat (hors transport).

La provision pour dépréciation du stock de matières et fournitures est constituée sur la base de l'analyse détaillée de chaque article. La date de dernier mouvement de l'article est comparée à la date de clôture. La différence obtenue permet de calculer un nombre d'année qui détermine le pourcentage de provision.

Nombre d'années	pourcentage
- de 5 ans	0 %
de 5 à 6 ans	5 %
de 6 à 7 ans	10 %
de 7 à 8 ans	20 %
de 8 à 9 ans	40 %
de 9 à 10 ans	60 %
de 10 à 11 ans	80 %
+ de 11 ans	100 %

Les travaux en-cours sont valorisés à leur coût de production qui comprend les dépenses de matériel, les dépenses externes (sous-traitance)

5-b - Valeurs

	Gaz	Matériel		Travaux en cours	Total
	Brut	Brut	Provision		
01/01/2012	9 477 549	15 069 003	784 360	56 253	23 818 445
Variation	3 711 944	81 851	15 786	71 194	3 711 303
31/12/2012	13 051 593	15 150 854	800 146	127 447	27 529 748

La variation de 3,7 M€ s'explique ainsi essentiellement par l'achat de gaz, pour nos propres besoins en décembre 2012.

6 - CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.
Elles sont éventuellement dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

- Créances représentées par des effets de commerce : néant
- Créances concernant les entreprises liées 6 332 936 euros
(dont produits non encore facturés : 6 179 842 euros)

Les produits à recevoir rattachés aux postes de créances concernent principalement des recettes de capacité de stockage et de transport de gaz allouées au mois de décembre 2012 mais qui ne seront facturées qu'en janvier 2013.

Etat des échéances à la clôture de l'exercice :

Créances	Solde	Echéances d'exigibilité		
		- d'un an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Avances & acomptes versés	18 100	18 100		
Clients et comptes rattachés				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	6 735 367	6 735 367		
Produits à recevoir	33 292 885	33 292 885		
Autres créances				
Personnel et comptes rattachés	75 021	75 021		
Organismes Sociaux	114 186	114 186		
Etat et Collectivités	46 101 878	46 101 878		
Groupe et Associés				
Débiteurs Divers	27 157	27 157		
Produits à recevoir				
- Personnel				
- Organismes Sociaux	30 060	30 060		
- Etat et Collectivités	2 274 844	2 274 844		
- Débiteurs Divers	907 892	907 892		
	89 577 390	89 577 390		

7 - CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance (59 K€) sont relatives à l'exploitation.

III - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

8 - CAPITAUX PROPRES

Le capital est composé de 2 197 386 actions de 8 euros

L'affectation du résultat 2011, soit 89 731 820 € se décompose de la manière suivante :

- Affectation en report à nouveau pour 52 776 118 €
- Distribution au titre des dividendes pour 37 003 980 € à TGEHF

	Situation au 01/01/2012	Variation 2012	Situation au 31/12/2012
Nombre d'actions	2 197 386		2 197 386
Valeur nominale de l'action	8		8
Capital social ou individuel	17 579 088	0	17 579 088
Primes d'émission, de fusion, d'apport	45 538 644	0	45 538 644
Ecarts de réévaluation	150 045	0	150 045
Réserve légale	1 757 909	0	1 757 909
Réserves statutaires ou contractuelles	130 918	0	130 918
Autres Réserves	129 555	0	129 555
Report à nouveau	372 837 275	52 727 840	425 565 115
Résultat de l'exercice 2011	89 731 820	-89 731 820	0
Résultat de l'Exercice 2012		80 114 246	80 114 246
Subventions d'investissement (**)	32 212 453	-14 398 933	17 813 520
Provisions réglementées (*)	19 675 795	24 445 219	104 121 014
Total	639 743 502	53 156 552	692 900 054

(*) Amortissements dérogatoires

(**) Ne sont plus comptabilisées que les subventions européennes

La variation de 14,4 M€ est principalement liée à la reprise de la totalité du solde des subvention clients.

9 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions dites publiques (communauté européenne ...) sont reprises en résultat au rythme des amortissements des immobilisations correspondantes

A compter de 2012, les participations financières des clients aux coûts des travaux de réalisation de branchements, canalisations... sont comptabilisées et rapportées au résultat l'année de leur obtention.

A/ Subventions :

Montants Bruts	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2012		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat°	Diminut°	
Sur canalisations principales	3 350 719			3 350 719
Sur canalisations secondaires	12 931 827			12 931 827
Sur sondages sous-terrains	1 500 000			1 500 000
Sur autres immobilisations	1 852 523			1 852 523
Total	19 635 069			19 635 069

Dépréciations	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2012		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat°	Diminut°	
Sur canalisations principales	2 637 161	1 685 460		2 637 161
Sur canalisations secondaires	12 931 827	1 076 679		12 931 827
Sur sondages sous-terrains	410 301	60 000		410 301
Sur autres immobilisations	845 341	87 396		845 341
Total	3 915 095	12 909 536		16 824 631

B/ En-cours de subventions :

En-cours	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2012		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat°	Diminut°	
Sur canalisations principales	16 249 410		1 249 410	15 000 000
Sur canalisations secondaires	243 070		243 070	
Sur sondages sous-terrains				
Sur autres immobilisations		3 083		3 083
Total	16 492 480	3 083	1 492 480	15 003 083

Projet "Artère de Bearn" 15 M€

10 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées des éléments suivants :

Provisions pour risques	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2012		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Provision pour risques	513 090	1 503 500	476 590	1 540 000
Total	513 090	1 503 500	476 590	1 540 000

Dans le cours de ses activités, la société peut faire l'objet de procédures judiciaires et de contrôles fiscaux ou administratifs.

La société constitue une provision chaque fois qu'un risque constitue une obligation vis-à-vis d'un tiers et pour laquelle le passif probable peut être estimé avec une précision suffisante.

Provisions pour charges	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2012		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Médaille du travail	370 000	210 000		588 000
MIP (*)		307 000		307 000
Droit à cessation anticipé d'activité (*)		4 061 000		4 061 000
IFC (*)		302 000		392 000
Total	70 000	978 000		5 348 000

La 3ème Directive Européenne a nécessité le transfert des droits acquis par les ex-détachés TOTAL SA et ELF EP en matière de Mutuelle (MIP), engagement retraite (DCAA et IFC), Médaille du Travail ainsi que le transfert du solde des comptes individuels pour un montant de 6 328 €.

A noter que le solde des comptes individuels de congés n'a pas été repris en provisions pour charges mais analysé comme une provision pour congés payés qui sera reprise en totalité en 2013 (1 428 K€)

(*) Ces provisions pour charges au titre des transferts des engagements sociaux concernent un groupe fermé de salariés ex-Total SA et ex-Elf EP.

Ces montants ont fait l'objet d'une facturation à Total SA et à Elf EP, comptabilisés chez TIGF en transfert de charges. Les fonds ont été versés le 21 décembre 2012.

11 - DETTES

Etat des échéances à la clôture de l'exercice :

Dettes	Solde	Echéance d'exigibilité			
		Indéterminée	- d'un an	de 1 et 5 ans	+ de 5 ans
Avances et acomptes reçus	422 262		422 262		
Dettes financières					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)	250 002 164		2 164	250 000 000	
Autres Emprunts obligataires (1)	500 000 000				500 000 000
Intérêts courus sur emprunts	12 258 646		12 258 646		
Emprunts et dettes financières divers (2)	1 258 543	1 152 084	106 459		
Dettes d'exploitation					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 836 071		19 836 071		
Charges à payer	42 718 135		42 718 135		
Dettes fiscales et sociales	6 052 815		6 052 815		
Charges à payer					
- Personnel	7 887 784		7 887 784		
- Organismes Sociaux	1 707 246		1 707 246		
- Etat et Collectivités	55 576 799		55 576 799		
Autres dettes					
Charges à payer					
Produits constatés d'avance (3)	2 839 393		551 356	1 288 037	0
	900 559 858	1 152 084	148 119 737	251 288 037	500 000 000

(1) Juillet 2011, mise en place d'un financement externe qui se décompose comme suit :

- d'un emprunt bancaire souscrit en Juillet 2011 : 250 000 000 durée 5 ans, taux EURIBOR 6 mois +0,75%, couvert par un swap de taux.

TIGF a décidé de couvrir le prêt à terme (250 M€ maturité 5 ans) de manière à en fixer le taux. TIGF paie un taux fixe et reçoit l'Euribor 6 mois à échéance. L'intérêt du prêt à terme (tous les 30 Mars et 30 septembre) L'emprunt et le swap sont parfaitement adossés : notionnel et durée identique, date de début et fin identiques, élément couvert amortissable selon le même échéancier que le swap. Juste valeur du swap fin 2012 = 19,7 M€

- d'un emprunt obligataire souscrit en Juillet 2011: 500 000 000 durée 10 ans, taux 4,339 %

(2) Concerne principalement les dépôts et cautionnements reçus des clients

(3) Dont étalement plus-value réalisée sur rachat du réseau 2 476 999 €

En accord avec l'Administration Fiscale, la plus value réalisée au cours de l'exercice 2002 lors du rachat du réseau concédé fait l'objet d'un étalement sur la durée d'amortissement réalisée des immobilisations correspondantes.

Cette plus value a été comptabilisée en produits constatés d'avance.

Le solde net de la plus value est le suivant :

	GSO	TTGF	TIGF
Plus value d'origine	326 495 480	14 861 996	341 357 476
Montant cumulé enregistré en résultat au cours des exercices antérieurs	302 959 706	11 196 037	314 155 743
Montant enregistré au résultat au cours de l'exercice	23 535 774	1 188 960	24 724 734
Solde net		2 476 999	2 476 999

IV - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

12 - PRODUITS D'EXPLOITATION

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société s'établit à 355 249 808 Euros

Il est constitué principalement :

- des ventes de Capacités de transport de gaz	161 904 411 Euros
- des ventes de Capacités de stockage de gaz	147 928 672 Euros
- des recettes d'interconnexion	32 414 646 Euros
- des recettes de raccordement et interface	8 504 695 Euros

- Production immobilisée 160 088 373 Euros

Cf ci-avant point 2-C Notes sur l'actif du bilan

- Reprises sur amort. et provisions, transferts de charges 8 014 163 Euros

- Reprise des provisions Risques et charges	476 590 Euros
- Reprise des provisions Clients	196 841 Euros
- Transferts de charges d'exploitation	7 340 732 Euros

Ils comprennent :

- les remboursements reçus des compagnies d'assurances sur les sinistres,
- les remboursements reçus des organismes sociaux (indemnités journalières), ou de formation
- les indemnités facturés aux DDE, Communauté d'agglomération... en préjudice du déplacement de canalisations,
- la facturation de la Convention relative à la reprise des engagements sociaux des anciens détachés TOTAL.

13 - CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation (360 713 K€) comprennent les charges d'exploitation et les charges d'investissements.

Les charges concernant les dépenses d'investissements (158 599 K€) sont neutralisées par les productions d'immobilisations. Ces dépenses s'analysent dans les postes suivants :

Variation de stock	1 005 654 Euros
Autres achats et charges externes	142 093 423 Euros
Impôts, taxes et versements assimilés	8 697 Euros
Salaires et traitements	7 864 043 Euros
Charges sociales	2 961 326 Euros
Autres charges d'exploitation	4 665 833 Euros
Charges exceptionnelles/opérations de gestion	
Subventions	1 489 397 Euros

- Dotations d'exploitation aux amortissements

Les dotations aux amortissements (63 327 K€) prennent en compte la valeur des amortissements des immobilisations de la société.

14 - RESULTAT FINANCIER

Le Résultat financier est de -30 M€ (-24 M€ en 2011) essentiellement lié au financement externe de 1 000 M€, (dont 250 M€ non tirés).
(Frais financiers 2012 : 29,8 M€)

15 - PRODUITS EXCEPTIONNELS

- Produits exceptionnels sur opérations en capital

Il s'agit principalement de l'étalement de la plus value réalisée sur le rachat du réseau de transport (24 724 734 euros)
du produit de cession des éléments d'actif (291 314 euros)
et de la reprise d'amortissements dérogatoires (164 646 euros)

16 - CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les charges exceptionnelles sont principalement constituées :

- de la dotation pour amortissements dérogatoires (24 609 866 euros)
- de la valeur comptable des éléments d'actif financier cédés (109 104 euros)
- de diverses pénalités (399 467 euros) et notamment celle relative à un sinistre sur commune (350 000 euros)

17 - IMPOT SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 50 700 116 €

**EXCO FIDUCIAIRE DU SUD-OUEST
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

V - AUTRES INFORMATIONS

Effectif* ventilé par catégorie	31/12/11	31/12/12
- CADRES	105	184
- OETAM	232	328
Total effectif	337	512

* effectif CDI et CDD

La forte augmentation de 2011 à 2012 provient du transfert des détachés au contrat TIGF.

Consolidation et integration fiscale

Les comptes de la société sont consolidés au sein du groupe Total par la méthode de l'intégration globale.

TIGF fait partie du périmètre d'intégration fiscale dont la tête de groupe est Total SA, et détermine son impôt comme si elle était imposée séparément

Engagements donnés

- Caisse de Retraite Elf Aquitaine : 1 128 K euros
dont couvert par contrat d'assurance : 1 457 K euros
(taux d'actualisation retenu au 31/12/2012 pour engagement retraite = 3,25%)
- > Constitution d'un actif de retraite : 1 339 K€
- Indemnités de Fin de Carrière : 2 355 K euros
dont couvert par contrat d'assurance : 126 K euros
- Personnel posté : 3 860 K euros

Engagements sociaux au 31/12/12					
En €m	Obligations	Actifs	Situation nette	Montant provisionné	Position Nette
Indemnité de fin de carrière	(3,5)	2,1	(1,4)	0,4	(1,0)
Mutuelle des industries du pétrole	(2,1)	-	(2,1)	0,3	(2,7)
Retraites CREA	(3,8)	-	(3,8)	-	-
Personnel posté	(6,5)	-	(6,5)	4,1	(2,4)
Total	(29,8)	17,6	(10,9)	4,8	(6,1)

Quotas CO2

La société compta mise les droits d'émission CO2 comme suit :

Les quotas attribués à titre gratuit sont comptabilisés pour une valeur nulle.

L'écart éventuel entre quotas disponibles et obligation de restitution à l'échéance font l'objet de provisions pour leur valeur de marché.

Engagements reçus

- cautions bancaires clients : 20 451 K euros
- cautions bancaires fournisseurs : 28 901 K euros

Droits individuels à la formation

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 sur la réforme de la formation professionnelle reconnaît aux salariés un droit individuel à la formation.

Au 31 Décembre 2012, les droits acquis par les salariés s'élèvent à 42 593 heures.

Jetons de présence 2012

Les jetons de présence attribués aux administrateurs en 2012 s'élèvent à 70 990 euros

VI – ANNEXE CRCP

Le CRCP est un compte fiduciaire extra-comptable qui est alimenté à intervalle régulier par tout ou partie des écarts de coût ou de revenus constatés sur des postes prédéfinis. L'apurement du solde de ce compte s'opère sur une durée de quatre ans par une diminution ou une augmentation des revenus à recouvrer par les tarifs ultérieurs.

Afin d'assurer la neutralité financière du mécanisme, les montants pris en compte dans le CRCP pour les années postérieures à 2009 y compris 2012 sont actualisés à un taux d'intérêt équivalent au taux sans risque retenu dans le cadre de la présente proposition tarifaire. Ce taux est fixé à 4,2 % par an, nominal avant impôt.

Les principales règles de fonctionnement du CRCP sont les suivantes :

- pour chacun des postes éligibles, le calcul des écarts reportés au CRCP est effectué sur la base d'une comparaison entre les prévisions et les réalisations pour chacune des deux années de la période tarifaire ;
- un taux d'intérêt égal au taux de base de rémunération de la BAR s'applique annuellement aux montants corrigés ;
- le solde des montants corrigés qui est identifié à l'issue d'une période tarifaire est apuré sur la période tarifaire suivante par un amortissement de type "annuités constantes" ;
- lorsque, au moment de l'examen des écarts à corriger à l'issue d'une période tarifaire, le montant définitif de certains écarts n'est pas connu avec certitude, une correction "de premier rang" est effectuée sur la base de la meilleure estimation disponible à ce moment. Une correction "de second rang" est effectuée lors de la révision tarifaire suivante sur la base des valeurs définitives.

Pour la présente proposition tarifaire couvrant l'exercice 2012, les postes de charges et de revenus qui sont soumis à ce mécanisme sont :

- les revenus liés à l'acheminement sur le réseau de transport. Compte tenu du système de souscriptions normalisées des capacités de transport aux points d'interface transport distribution (PITD), le revenu lié à l'acheminement sur le réseau aval de transport (sortie du réseau principal, réseau régional et livraison) est couvert à 100 % par le CRCP. Il en est de même pour le revenu au niveau des entrées et sorties aux stockages (capacités allouées automatiquement en fonction des souscriptions auprès des gestionnaires de stockages souterrains). Le revenu lié à l'acheminement sur le réseau amont de transport (autres points du réseau principal) est couvert :
 - à 50% par le CRCP pour un écart entre la réalisation et la prévision inférieur ou égal à +/- 10% du revenu prévu
 - à 100% par le CRCP pour un écart entre réalisation et prévision au-delà de +/- 10% du revenu prévu
- les produits de raccordement des centrales à cycle combiné gaz (CCCG). Ces produits sont couverts à 100% par le CRCP
- les charges de capital supportées par les GRT. Le montant de ces charges est couvert à 100% par le CRCP
- les charges d'énergie motrice (gaz et électricité) et l'écart entre les charges et les recettes liées aux quotas de CO2 des GRT. Ces charges sont couvertes à 80% par le CRCP
- les charges pour GRTgaz et les recettes pour TIGF liées à l'accord entre GRTgaz et TIGF permettant l'utilisation par GRTgaz du réseau de TIGF. Le montant de ces charges et recettes est couvert à 100% par le CRCP
- les incitations financières générées par le mécanisme de régulation incitative de la qualité de service, pour tous les indicateurs concernés, afin de permettre le reversement, aux utilisateurs du réseau, des pénalités en cas de non atteinte du niveau de qualité de service fixé, ou le versement, aux GRT, des bonus en cas de dépassement des objectifs.

Le cas échéant, l'application du CRCP sera assortie de contrôles sur le caractère efficace et prudent des charges engagées. Ces contrôles pourront porter, en particulier, sur les investissements engagés par les GRT et sur les charges d'énergie qu'ils supportent. En complément, les résultats des audits conduits par la CRE seront pris en compte au CRCP.

Le solde du CRCP à prendre en compte pour l'exercice 2012 pour TIGF est de - 18,3 M€. Il est constitué de :

- l'annuité liée au bilan définitif pour l'année 2007 et au bilan estimé pour l'année 2008, soit - 5,5 M€ ;
- l'annuité liée au bilan définitif pour l'année 2008, soit - 1,3 M€ ;
- l'annuité liée au bilan définitif pour l'année 2009 et au bilan estimé pour l'année 2010, soit - 11,5 M€.

VII - Tableau de flux de trésorerie 2012

	Euros
Flux de trésorerie liés à l'activité :	
Résultat net 2012	80 114 246
<i>Elimination des charges et produits sans effet sur la trésorerie ou non liés à l'activité (1):</i>	
. Amortissements exploitation/ Reprise	54 496 538
. Amortissements dérogatoires/ Reprise	24 445 219
. Plus value Long Terme	- 24 724 734
. Provision pour risques et charges/Reprise	6 004 910
. Intérêts courus	12 258 646
. Plus value de cession	- 181 610
. Autres flux impactant le résultat sans contrepartie BFR	- 973 394
<i>(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant</i>	
Capacité d'autofinancement	151 439 821
Variation du Besoin en Fond de Roulement lié à l'activité	
. Stocks	- 3 711 303
. Creances	14 329 206
. Charges constatées d'avance	320 616
. Dettes	24 320 388
Flux net de trésorerie généré par l'activité	186 698 728
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :	
. Acquisitions d'immobilisations (nettes de subventions)	- 160 088 373
. Acquisitions d'immobilisations financières	- 859 141
. Cessions d'immobilisations	291 314
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	- 160 656 200
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :	
. Emprunt obligataire 2012	-
. Emprunt bancaire 2012	-
. Remboursement d'emprunts Groupe	-
. Paiement dividendes 2011 TGEHF	- 37 003 980
. Dépôts cautionnements	- 3 903 228
. Autres	49 057
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 40 858 151
Variation de Trésorerie	- 14 815 623
. Trésorerie d'ouverture	36 705 380
. Trésorerie de clôture	21 889 757